

Le choc de deux conceptions de la démocratie européenne

UE La Première ministre polonaise tient tête au Parlement européen à Strasbourg

► Beata Szydlo est apparue en dame de fer inflexible devant les eurodéputés. ► Elle a défendu le droit du nouveau pouvoir ultra-conservateur à mener les réformes comme bon lui semble.

STRASBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Pas facile à déstabiliser... Venue en personne dans l'hémicycle strasbourgeois défendre l'action de son gouvernement, contre lequel la Commission européenne vient de lancer une procédure d'examen de l'Etat de droit, la Première ministre polonaise ne s'est pas laissée impressionner, face à un Parlement européen majoritairement critique du « blitzkrieg » opéré par le parti ultra-conservateur Droit et Justice (PiS) sur les institutions polonaises.

« Le recours à la procédure d'alerte précoce est une première, et ce cas servira de modèle pour l'avenir », avait posé d'entrée de jeu le président du PE Martin Schulz. C'est en effet la première fois que la Commission a activé ce « mécanisme sur l'état de droit », censé dans un « dialogue constructif » avec le gouvernement de Varsovie établir si les libertés fondamentales et l'Etat de droit y sont en danger. Le numé-

ro deux de la Commission Frans Timmermans, en charge justement de l'Etat de droit, a détaillé les soupçons : des nominations controversées au Tribunal constitutionnel, le raccourcissement des mandats du président et des vice-présidents de cette instance, et la modification de son fonctionnement. Plusieurs de ces décisions ont fait l'objet d'arrêts négatifs du Tribunal lui-même, sans que le Président ou le Parlement n'en tiennent compte. L'autre chapitre porte sur le remplacement des patrons de l'audiovisuel public par de nouveaux patrons proches du PiS, suivi d'une purge des journalistes critiques assimilés au précédent gouvernement.

Le débat strasbourgeois, qui avait attiré dans les tribunes un nombreux public polonais – tant les animateurs du tout neuf Comité pour la démocratie contestant les réformes du PiS, que des partisans du nouveau pouvoir conservateur – a clairement dessiné deux camps, voire deux conceptions différentes de la démocratie européenne. D'un côté,

la philosophie du PiS. Invoquant « liberté, égalité, justice et souveraineté » pour lesquels les Polonais se sont beaucoup battus, Madame Szydlo a indiqué que « nos électeurs veulent que les changements que nous avons proposés soient mis en œuvre ».

Argument ultime dans l'esprit de la Polonaise : le PiS a rempor-

té une majorité parlementaire absolue, outre la présidence de la République, ce qui légitime

toutes les réformes décidées par le nouveau pouvoir. « Je ne pense donc pas que la Pologne mérite d'être évaluée par la Commission européenne, car les droits de l'homme et l'Etat de droit ne sont pas en danger », a répété la Première ministre. « Ils n'ont aucune intention de mettre l'Etat de droit en question ! », la secourait le conservateur Britannique Syed Kamall, chef du groupe auquel appartiennent les eurodéputés du PiS...

Face à cette conception selon laquelle le pouvoir élu a tous les droits, le conservateur modéré espagnol Gonzalez Pons (PPE), expliquait à la Polonaise : « Madame, vous avez gagné les élec-

tions, vous pouvez changer le droit, mais personne ne peut changer les valeurs. (...) Et confondre une nation et un gouvernement est extrêmement dangereux. » Et, contrant l'argument de Szydlo suivant laquelle les nominations de juges devaient permettre de rééquilibrer politiquement le Tribunal constitutionnel : « Le Tribunal ne doit pas être politique, mais juridique. » Quant aux médias, « le gouvernement n'a pas à en garantir l'objectivité : les médias doivent être libres, c'est tout ! »

Guy Verhofstadt, chef du groupe libéral (ADLE), a reconnu en ex-Premier ministre qu'il a

aussi « refaçonné les médias et réformé l'administration. Mais vous utilisez votre majorité pour démanteler le système des équilibres des pouvoirs et contre-pouvoirs », s'est inquiété l'ex-Numéro uno. Ce qui « pousse la Pologne vers l'Est, vers le pouvoir autoritaire à la Poutine », prétendument peu aimé de Jaroslaw Kaczynski, le tout-puissant patron du PiS.

La fin du débat a été animée par une passe d'armes tendue entre Verhofstadt (auquel s'est joint Timmermans) et Szydlo. Cette dernière avait plusieurs fois fait référence à l'opinion attendue de la commission « démocratie par le droit » du Conseil de l'Europe (ou commis-

sion de Venise) : « Allez-vous respecter son opinion sur le Tribunal constitutionnel ? », a cherché à savoir le leader libéral, tandis que Frans Timmermans reprochait au gouvernement polonais de n'avoir pas attendu l'avis de cet organe pour promulguer ses changements réduisant le pouvoir de ce Tribunal : « Nous allons examiner cet avis attentivement », a maintenu la Polonaise, impassible face à un Verhofstadt fulminant. Avant de « remercier chaleureusement » les présents pour un débat qu'elle jugeait pourtant immérité par son gouvernement. « Mais je suis venue quand même... » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

« Vous utilisez votre majorité pour démanteler le système des équilibres des pouvoirs et contre-pouvoirs »

GUY VERHOFSTADT, CHEF DU GROUPE LIBÉRAL